

RESOLUTION

du groupe ADG (SPO-PS-VERTS-PCS), par la députée Doris Schmidhalter-Näfen, et cosignataires concernant: pour une initiative du canton du Valais en faveur d'une interdiction des "Gigaliners" en Suisse (13.11.2009) 5.043
(en collaboration avec le DSSI)

Demande:

Par la présente résolution, le Grand Conseil demande au Conseil d'Etat de déposer sur-le-champ, et éventuellement en collaboration avec d'autres cantons alpins, une initiative à Berne comportant la demande suivante: "la Confédération est priée de n'autoriser les Gigaliners en Suisse sous aucun prétexte".

Justification:

Ces "Gigaliners" sont des camions pouvant atteindre jusqu'à 25 m de long et peser jusqu'à 60 tonnes. La Commission européenne est actuellement en train d'étudier si elle est d'accord pour autoriser ces énormes poids lourds à emprunter ses axes de transit. Si la réponse est positive, la Suisse sera obligée de l'accepter. La limite de poids est récemment passée de 28 à 40 tonnes.

En acceptant l'initiative des Alpes, la Suisse a exprimé son objectif de déplacer le trafic de transit de la route vers le rail. Cela fait 14 ans que le peuple suisse attend la mise en œuvre de l'article sur la protection des Alpes. Autoriser les 60 tonnes reviendra à relancer le trafic de transit sur la route et à enterrer davantage la protection des Alpes ainsi que l'objectif de transfert vers le rail.

Ces monstres mettent également en danger la sécurité de tous les autres usagers de la route. Il est évident que plus les véhicules sont lourds, plus les accidents ont des conséquences graves. De plus, la longueur de ces Gigaliners gêne la circulation. Les 60 tonnes entraîneront également des frais supplémentaires en matière de construction et d'entretien des routes et des ponts, argent qui fera alors par ailleurs défaut.

En résumé, ces poids-lourds ne contribuent pas au développement durable du transport de marchandises. Le canton du Valais serait également concerné par cette autorisation. D'après des informations provenant d'Allemagne, la directive européenne pourrait être au point dans un an déjà. Il est donc très important de prendre position suffisamment tôt contre l'autorisation des Gigaliners et de soutenir la politique de transfert du transport des marchandises vers le rail essentielle pour le canton.

Sion, le 13 novembre 2009
(09h00)

Groupe ADG (SPO-PS-VERTS-PCS), par
Doris Schmidhalter-Näfen, députée
et cosignataires